

## Pour la paix au Paix Basque

En Amérique Latine les gouvernements et les personnalités ont joué un rôle fondamental dans le dialogue pour la paix en Colombie, donnant fin à un conflit aux conséquences graves, ce qui a été bénéfique pour la région et qui a convaincu du besoin de résoudre les conflits dans le monde par les voies du dialogue.

La déclaration de Bruxelles (Mars 2010) souscrite par plusieurs prix Nobel de la Paix, le débat au sein de la Gauche Abertzale et la décision de celle-ci d'emprunter uniquement des voies politiques et démocratiques, ajouté à la décision d'ETA de mettre fin à son activité armée témoignent de l'ère politique nouvelle qui s'annonce pour Euskal Herria, mais aussi pour les états Français et Espagnol. Selon nous, la Conférence Internationale pour la Paix au Pays Basque du 17 Octobre 2011 à Donostia-San Sebastian et de la Rencontre Continentale pour la Paix au Pays Basque qui a eu lieu à Mexico le 17 octobre 2013 ont été indispensables dans l'évolution de la situation. La tenue de ces événements, soutenus par des personnalités de renommée internationale, ont été d'une valeur inestimable dans la recherche des solutions que nécessite Euskal Herria. La résolution de cinq points issue de la Conférence de Donostia-San Sebastian – connu sous le nom de DECLARATION D'AIETE -, représente dans le contexte politique actuel, une feuille de route adaptée et de grande valeur qui, en plus, devient une initiative de référence tant pour ses contenus, que pour ses conclusions ou encore pour les changements qu'elle réclame.

Il reste néanmoins à régler les « conséquences du conflit », terme qui inclut les questions relatives aux prisonniers, aux victimes et au désarmement, de sorte que l'agenda politique passerait à se situer dans le champ des représentants de la société basque. Il nous semble opportun de souligner que les contenus de la Conférence de Donostia-San Sebastian sont toujours en vigueur et nous appelons tous les acteurs impliqués - ETA, les gouvernements, les institutions, les partis politiques et la société civile - à promouvoir le dialogue et la réconciliation, qui sont la base d'une cohabitation solide.

Nous nous trouvons face à une nouvelle ère politique qui exige que nous agissions sans plus attendre, que nous dépassions la logique de la force et de la confrontation en laissant libre cours à l'esprit de la paix et la réconciliation. Le conflit armé a franchi les frontières et il a malheureusement touché l'Équateur : la mort des équatoriens Carlos Alonso Palate et Diego Armando Estancio lors de l'attentat au T4 de l'aéroport de Barajas de Madrid le 30 décembre 2006 ou encore les tortures subies par Alfonso Etxegarai et Miguel Angel Aldana en Équateur en 1985. Toute cette souffrance requiert que tous les acteurs impliqués dans ce conflit reconnaissent les torts causés.

La consolidation de ce nouveau contexte est le devoir de tout le monde et il y va de notre intérêt commun de le promouvoir et d'engager les actions nécessaires afin d'atteindre la Paix. Les signataires de documents nous déclarons : Adhérer à la demande internationale en faveur du dialogue et, depuis l'Équateur, nous prenons le relais des appels réalisés dans ces conférences. Nous souhaitons également continuer à accumuler des soutiens afin d'atteindre une paix juste et durable pour Euskal Herria. Nous recommandons donc l'application de la feuille de route proposée dans la Déclaration de la Conférence Internationale pour la Paix le 17 octobre 2011 à Donostia.

Nous saluons le travail réalisé par le Groupe International de Contact et par la Commission Internationale de Vérification et, plus spécialement, l'annonce faite par cette dernière le 21 Février 2014 informant qu'ETA avait commencé le « processus unilatéral de scellé et mise hors d'usage des ses armes, ses munitions et ses explosifs ». Un nouveau communiqué d'ETA du 19 juillet 2014 annonçait le « démantèlement des structures logistiques et opérationnelles de ses actions armées ». Nous nous unissons à l'appel de la communauté internationale qui réclame l'implication des gouvernements Français et Espagnol dans le processus de désarmement, pour ainsi garantir un processus contrôlé, réglementé et consensuel.

Quito, janvier 2015

Chapitre d'Équateur Rencontre pour la Paix au Pays Basque

**Conférence :**

**• Organismes :**

– Grupo Promotor de Ecuador – Lokarri – GIC – SERPAJ- Ecuador. – Colombianos y colombianas por la Paz. – Universidad Metropolitana (UMET) – Casa de la Cultura Ecuatoriana

– Date: 27 Janvier 2015. 17:00h

– Lieu: Maison de la Culture. Salle Benjamin Carrión.

– CONFIGURATION: – Presentateurs: – Lokarri: Paul Rios – ICG: Alberto Spectorowski – Rosa Mireya Cardenas.

#### – Adhésions:

- Rodrigo Borja Cevallos. Ex-président de la République d'Équateur.
- Rosa Mireya Cardenas. Vice-ministre de la Justice.
- Dolores Padilla, ex candidate à la Vice-présidence de la république
- Alfredo Vera Arrata. Ancien Ministre de l'Intérieur d'Équateur de décembre 2010 à mai 2011. Actuellement responsable des affaires internationales de la Fondation Guayasamin.
- Gustavo Xavier Ayala Cruz, ex Président du Parti Socialiste Équatorien.
- Vethowen Chica Arévalo. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour la province de Morona Santiago et Vice-président du Parlement Amazonien International.
- Dr. William Garzón. Alianza País. Asambleísta por el municipio de Santo Domingo.
- Rosa Elvira Muñoz. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Chimborazo, Vice-présidente de la commission permanente des droits collectifs, communautaires et de l'interculturalité de l'assemblée nationale de l'Équateur
- Maria Alexandra Ocles Padilla. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Pichincha.
- Padron. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour la Province du Cañar
- Verónica Guevara. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Guayas
- Blanca Argüello. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Pichincha.
- Maria Soledad Vela Cheroni. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Manabí
- Octavio Villacreses. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Guayas.
- Maria Alejandra Vicuña. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Guayas.
- Diego Vintimilla Jarrin. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Azuay.
- Linda Machuca Moscoso. Alianza País. Cuenca, Membre de l'Assemblée représentante de la communauté migrante aux EEUU et au Canada
- Carlos Viteri Gualinga. Alianza País. Province de Pastaza.
- Maria Augusta Calle. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Pichincha.
- Dora Aguirre. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour l'Europa - Asie y Oceanie Alianza PAIS. Présidente de la Commission de Participation Citoyenne et Contrôle Social
- Raul Tobar. Alianza País. Membre de l'Assemblée pour Sucumbíos
- Cesar Umaginga Guaman. Pachakutik. Membre de l'Assemblée élu pour Cotopaxi
- Raul Perez Torres. Président de la Maison de la Culture.
- Amaia Merino Unzueta. Cinéaste
- Miguel Alvear Lalley. Directeur de créativité et patrimoine. Municipalité de Quito
- Mariana Andrade Estrella. Secrétaire de la Culture de la Municipalité de Quito
- Juan Martín Cueva. Cinéaste documentaliste.
- Álvaro Muriel, Directeur de l'École de Cinéma UDLA-Quito.
- Gabriela Calvache. Productrice et réalisatrice
- Handel Guayasamin. Architecte.
- Amina Alvear. Professeure d'art.
- María José Elizalde, Productrice en Audiovisuel
- Alfredo Mora Manzano, Cinéaste
- Andrés David Galarza Mier, Producteur sonore.
- Paul Venegas. XANADU FILMS - REALISATEUR/PRODUCTEUR
- Francois Houtart. Professeur Émérite de l'Université de Lovaine.
- Père Joseba Segura Etxezarraga.
- Alexis Ponce. Défenseur de DDHH
- Elsie Monje. Directrice du Centre Œcuménique des Droits Humains. CEDHU.
- Centre Œcuménique des Droits Humains. CEDHU.
- Rocio Barahona. Experte -Consultante en Droits Humains-Droits Économiques Sociaux et Culturels -Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive - Égalité des Genres Famille -Indicateurs en DESC (Droits Économiques, Sociaux et Culturels).
- Gualdemar Jimenez. Directeur exécutif de SERPAJ-Ecuador.
- SERPAJ-ECUADOR.
- Dra. Tania Arias Manzano. Membre du Conseil de la Judicature de Transition (CJT)
- Jenny Londoño. Historienne et écrivain.
- Martha Rice
- Boris Cornejo, représentant du Forum Permanent de Quito (37 organisations de divers collectifs sociaux).
- Alberto Andino, ex-président du Collège d'Architectes
- Margarita Carranco. Secrétaire d'Inclusion Sociale de la Municipalité de Quito
- Enrique Ayala Mora. Recteur de l'Université Andine et Historien.
- Paul Lovana Byron. Directeur de l'École de Droit à l'Université Métropolitaine, UMET.

- Juan Carlos Merizalde Vizcaino. (Professeur à l'Université Métropolitaine, UMET.
- Eugenio Egeuz Valdivieso. Directeur du Centre de Médiation UMET.
- Yisel Muñoz. Docente Cuba.
- Osvaldo Brito. Enseignant Cuba
- Carolina Mora Diaz. Enseignant Madrid
- Dr. Hermes Sarango Aguirre. Enseignant
- Iñigo Mejuto. Directeur de Relations Internationales. Université Métropolitaine.
- Ileana Almeida. Philologue, enseignante universitaire
- Patricio Vaquerizo. Alfaro Vive Carajo!
- Orlando Perez. Directeur du Telegrafo
- Juan Ponce. Flacso
- Alberto Acosta. Flacso
- Paúl Almeida. Représentant Parti Communiste Équatorien.
- Juan Francisco Torres. Secrétaire Général Juventud Comunista del Ecuador
- Pablo Briones. Président FEUE Cuenca.
- Paola Pasaco. Présidente Association Feminine Universitaire Cuenca.
- Julio Cárdenas. Porte parole Confédération d'Étudiants Universitaires d'Équateur CEUPE.
- Luis Simbañan. Président Confédération Indigène AMARU.
- Pedro Prieto. Coordinateur École de Pionniers Eloy Alfaro.
- Eduardo Obando. Secrétaire Général Movimiento Agustín Cueva.
- Tomas Astudillo. Cinéaste
- Juan Cuvi. Coordinatrice de Montecristi vive.
- Rodrigo Santillán Peralbo, journaliste, éditorialiste du quotidien La Hora et Directeur de la Revue SIEMPRE